

**L'AMNISTIE  
serait-elle  
seulement  
un argument  
électoral ?**

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 16 fr.
Trois mois... 6 fr.	Trois mois... 7 fr.
Chèque postal Frémont 1642-80	
Rédaction : Pierre Mualdes Administration : Frémont 186, boulevard de la Villette, Paris (10 <sup>e</sup> )	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté, adéquat à chaque époque.

## LA GUERRE QUI VIENT

### Moscou ? Non ! Berlin !

On a beaucoup chanté à Huyghens. Si nous comptons bien, le Congrès de la Région parisienne contre la guerre n'aura pas entendu moins d'une bonne douzaine d'Internationales. Une première pour se mettre en route, une autre pour le Presidium d'honneur, deux pour Sémard, deux pour Cachin ; il n'est pas jusqu'à l'inévitable élément trotzkiste qui n'ait éveillé, vibrant et vengeur, le chœur des délégués. On pourrait, dans une semblable occasion, accommoder le mot célèbre du cardinal et dire un peu cruellement : ils chantent, donc ils partent. Précisément, les congressistes de Huyghens ne demandent qu'à partir. C'est, du moins, ce qui semble ressortir du discours du camarade Sémard, discours-type où les thèses bolchéviques bien connues ont toutes été reprises ou aggravées sans qu'aucune voix se soit élevée pour les mettre en doute.

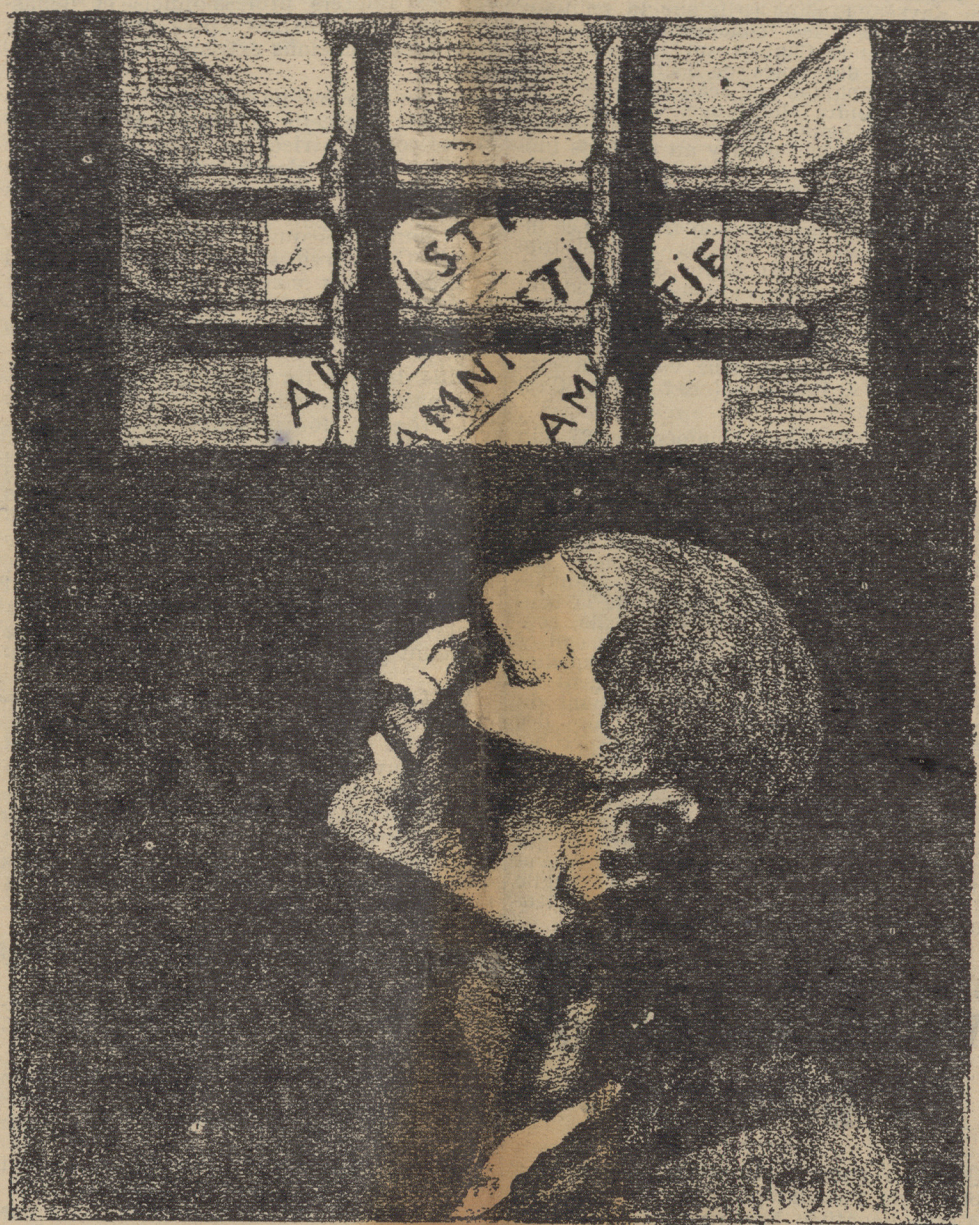
Ce qui caractérise en effet ce Congrès, préfiguration du Congrès de Genève contre la guerre, c'est une absence complète de discussion. Nous y avons vu le traditionnel défilé de politiciens communistes qui, après Sémard, ont tenté de justifier la position du parti face à la guerre, position impossible, ainsi que nous l'avons démontré ici-même. Dans une atmosphère de partisans surchauffés où, pour les besoins de la cause, on avait glissé quelques socialistes, confédérés ou inorganisés, nous avons vu rééditer les thèses absurdes concernant les menaces de guerre contre l'U. R. S. S. Quant aux moyens concrets de lutte contre la guerre, on en chercherait vain l'exposé critique et contradictoire. Nous savons, grâce à Sémard et aux divers orateurs communistes, que le parti veut engager une lutte légaliste contre la guerre. Mais Lénine aurait-il été partisan du départ pour les centres de mobilisation ? N'aurait-il pas, au contraire, préconisé en temps de guerre la grève générale insurrectionnelle et le refus de partir ? Nous n'en savons rien et aussi bien ce n'est pas ce qui importe. Ce qui importe ce sont les chances de réussite de tel ou tel moyen. C'est là-dessus qu'un débat sain, loyal et libre aurait dû s'engager. Nous avons dit qu'il n'en fut rien. Quoi qu'il en soit l'Humanité de lundi, le Congrès de Huyghens a été purement et simplement un Congrès communiste mal camouflé, comme tel, il a démontré l'impuissance du parti devant la guerre qui menace à nouveau d'ensanglanter le monde.

A cette guerre, le capitalisme travaille fébrilement. Les négociations de Lausanne montrent la gravité des contradictions où, présentement, il se débat. Loin de nous offrir l'image chère aux bolchéviques, d'une étroite collaboration d'intérêts dressée contre l'U. R. S. S., il nous apparaît plutôt comme un champ clos où les appétits déchaînés menacent à chaque minute de se heurter. L'Europe, en particulier, retentit d'appels belliqueux. De graves conflits s'y préparent. Parmi eux, l'antagonisme franco-allemand est au zénith et rien, aucune médiation internationale, ne pourra le réduire. Pour le capitalisme allemand il s'agit de briser le Système de Versailles qui le condamne à une éternelle vassalité. Pour le capitalisme français, il s'agit de conserver les fruits de la spoliation de 1919 en maintenant l'Allemagne dans une complète dépendance économique.

Il est impossible de savoir encore qui l'emportera et si les temps sont proches d'un nouveau et sanglant règlement de comptes. Pour le moment l'Allemagne

capitaliste, celle des hobereaux et des magnats de l'industrie lourde, hésite encore avant de recourir à sa chance suprême : le fascisme hitlérien. Elle a délégué à Lausanne un de ses hommes de confiance, von Papen, pour tenter d'obtenir par la manœuvre et l'intimidation la liquidation pure et simple du traité de Versailles. L'obtiendra-t-elle ? La question reste en suspens. Notons toutefois qu'elle a déjà obtenu de sérieux avantages. A plusieurs reprises elle a rompu le front unique franco-anglais. Elle a imposé à Herriot d'importants abandons quant au fameux solde substantiel devant revenir à la France sur le total des Réparations. Aujourd'hui même elle révoque le principe des Réparations. Elle vient d'opposer un contre-projet aux propositions franco-britanniques : au lieu des quatre milliards de marks-or prévus, elle en offre deux (y compris l'annuité moratoire 1931-1932) qu'elle paierait en une dizaine d'années. De plus, elle demande que l'article 231 du traité de Versailles, établissant la responsabilité de l'Allemagne et, conséquemment, le droit des Alliés aux Réparations, soit annulé.

Telles sont les dernières nouvelles de Lausanne. Elles éclairent d'un jour cru la politique du Reich allemand. Politique double. Elle place les anciens alliés devant un dilemme : ou bien l'annulation pure et simple du Traité de Versailles ou bien l'aggravation, pleine de périls pour l'Europe capitaliste, de la poursuite germanique. Le premier cas, c'est pour la bourgeoisie allemande la perspective d'une nouvelle ère de prospérité, la possibilité d'une révision, dans un proche avenir, des clauses territoriales du traité, la suppression du corridor polonais, un remaniement de la frontière silésienne, la remise des anciennes colonies allemandes, etc. Mais c'est aussi pour l'Europe, et pour la bourgeoisie française en particulier, la menace d'un renouveau de la puissance allemande et d'une formidable concurrence économique. Redoutable hypothèse en effet ! On comprend que devant un si pressant danger la pensée des hommes politiques anglais et français hésite. Sans doute Herriot et Mac Donald, bons serviteurs du régime qui les a délégués à Lausanne, eussent-ils préféré maintenir encore l'Allemagne en cet état de sujétion politique et économique où le traité de Versailles l'a mise. Mais les temps sont changés. En vérité l'Allemagne ne peut pas subir plus longtemps la loi des vainqueurs. C'est ici que nous arrivons au second terme du dilemme posé tout à l'heure. Pour se libérer de Versailles, la bourgeoisie allemande tient en effet en réserve la carte suprême du fascisme. Nous ne doutons pas qu'elle la joue, le moment venu. Déjà existe en Allemagne une situation pré-révolutionnaire. La lutte des classes y a pris depuis deux mois un caractère suraigu. Les attentats fascistes se multiplient. Une véritable terreur règne sur la classe ouvrière que le P. C. A. et la Social-Démocratie ont engagée dans une politique d'hésitation et d'impuissance. Il n'est point de jour où des prolétaires allemands ne soient assassinés par les bandits à la solde d'Hitler. De quoi demain sera-t-il fait ? Hitler au pouvoir, c'est du même coup la guerre avec la France imposée au peuple allemand, peut-être avec l'appui de l'Italie ; ce sont les prolétaires allemands et français dressés, une fois de plus, les uns contre les autres, pour la défense des coffres-forts de leurs maîtres. Telle serait la terrible signification politi-



## A PROPOS... ...d'un fait divers

Le jury de la Seine vient d'acquitter un « père de famille » qui « bouillait » sa fille à l'aide d'un fusil allemand, « trophée de guerre ».

Le jury a bien fait ; le jury n'acquittera jamais assez. Il ne devrait jamais condamner. Il n'est d'ailleurs pas question de cela.

Il y a seulement à tirer la leçon de ce fait divers, banal à notre époque.

Le meurtrier, nous ont dit les journaux, a été « élevé » dans une maison de correction. C'était là, déjà, une circonstance atténuante. Ceux qui ont passé dans ces bagnes, savent ce qu'il faut posséder de force de volonté, pour ne pas en sortir complètement dégradé au physique comme au moral.

Sorti de prison, l'homme se « rangea », c'est-à-dire qu'il se maria et eut quatre enfants. Sans doute, il fit la guerre, où il fut à même de se rendre compte du peu de cas que l'on fait, en « haut lieu » de la vie humaine.

Les joies du foyer ne furent guère appréciées par cet homme qui, déclara la sœur de la victime « n'était jamais là » et dont le principal ressentiment contre celle qu'il mit au tombeau, était qu'elle ne laissait rien à la maison des huit cents francs qu'elle gagnait mensuellement.

Les débats du procès nous ont, au surplus, révélés que cet honnête meurtrier méritait tous les égards du jury. Ne s'est-il pas écrié, lorsque le président lui demanda si sa fille, sa victime, avait un enfant naturel ? — Si je l'avais su, je l'aurais mise à la porte.

L'acquiescement, après cette déclaration s'imposait. Et la tâche des éloquentes défenseurs fut singulièrement facilitée. D'autant plus, que le « grand-père » a manifesté le désir de s'occuper de l'enfant qu'il a rendu orphelin et dont il aurait expulsé la mère s'il avait connu son existence !

Ça, c'est de la morale bourgeoise en action. Et quelle morale !...

Ah ! Si ces messieurs avaient eu à décider du sort d'une malheureuse, inculpée d'avoir voulu se débarrasser d'une graine de bourgeois non désirée et pour laquelle elle redoutait surtout un avenir misérable, qu'aurait-elle entendu de la bouche de l'avocat de la République !...

Quelles tirades sur le droit à la vie du fœtus qui aurait pu devenir un héros dans la prochaine « fraîche et gazeuse » !...

Justice bourgeoise, justice de classe ! Hypocrisie, mensonge et droit au meurtre, pourvu qu'il soit la consécration des principes criminels qui sont à la base du régime que nous subissons.

Et combien apparaît « humaine », en regard de ces turpitudes, la « morale anarchiste », l'union libre de deux êtres ayant mutuellement le souci de la responsabilité qu'ils encourrent en procédant et qui seule peut faire place à cette société qui n'engendre que misère et crime. — Pierre Mualdes.

## La vie de notre phalange

(Neuvième Semaine)

Mermoz, 7<sup>e</sup> ; Delignat, 9<sup>e</sup> ; Frémont, 9<sup>e</sup> ; Montefiore, 10<sup>e</sup> ; Ribeyron, 1<sup>er</sup> ; Scheek, 9<sup>e</sup> ; Gravereau, 2<sup>e</sup> ; Verdier, 9<sup>e</sup> ; Hans Remont, 8<sup>e</sup> ; Rachel Lantier, 8<sup>e</sup> ; Jules Doff, 3<sup>e</sup> ; Claude, 10<sup>e</sup> ; Deloche, 8<sup>e</sup> ; Richard, 9<sup>e</sup> ; Launay, 7<sup>e</sup> ; Mourard, Gabriel, 2<sup>e</sup> ; Noël Saint-Martin, 9<sup>e</sup> ; Mort à tout régime autoritaire, 11<sup>e</sup> ; Abel Chatellier, 6<sup>e</sup> ; Allin Edouard, 6<sup>e</sup> ; Perron, 8<sup>e</sup> ; Ribot, 8<sup>e</sup> ; Veyre Jean, 8<sup>e</sup> ; Davico, 10<sup>e</sup> ; David, 9<sup>e</sup> ; Bonaque Antoine, 9<sup>e</sup> ; Lapointe et Cie, 10<sup>e</sup> ; Marchenoir, 9<sup>e</sup> ; François Fondour, 10<sup>e</sup> ; Desrioux, 7<sup>e</sup> ; Dupré, 9<sup>e</sup> ; Raoul Colin, 10<sup>e</sup> ; Gaultier Marcel, 7<sup>e</sup> ; Louise Amoros, 8<sup>e</sup> ; Augier, 11<sup>e</sup> ; André Girard, 9<sup>e</sup> ; Alexis, à Puteaux, 9<sup>e</sup> ; Henriette Royo, 8<sup>e</sup> ; Delhay, 9<sup>e</sup>.

## ESSAI SUR LE FONDEMENT DE L'IDÉE DE PATRIE

### La consécration par le sang

Le mythe païen de la Patrie est le couronnement d'une longue série de superstitions païennes et sanglantes que le professeur Schirmer a passées en revue dans *Der Meister* (Berlin, mai, pp. 365-373) ; J'emprunte à mon savant confrère de Bielefeld sa documentation, en me permettant d'en tirer toutes déductions et conclusions logiques.

Chaque fois qu'une construction était élevée, l'usage païen de tous les siècles et de tous les pays, exigeait que le bâtiment fût arrosé de sang qui lui donnait une âme. C'était la part exigée par le démon, les mauvais génies, le sort, etc. Ce sang était celui des hommes et des animaux. Le christianisme, sur ce point encore, a subi un atroce échec, car la superstition païenne a survécu jusqu'à nous, presque toujours sanglante. Dans quelques cas cependant, elle est devenue symbolique. Mais la glorification des massacres de génie, le militarisme constituant présentement la principale œuvre des Etats modernes, le nationalisme aigu cultivé par des clercs sadiques, attestent que nous avons enfin réussi, après vingt siècles de messes et de prières, à être plus païens que les païens !

C'est souvent le constructeur qui se sacrifie jadis pour que vive sa construction (depuis du plume !). Par exemple, le constructeur des remparts de Bâle fut emmuré vivant pour donner son sang et son âme aux murailles. Le chevalier d'Uchtenhagen exigea le même sacrifice du constructeur du château de Neuenhagen. Manoli, constructeur du cloître d'Armisch (Roumanie) fait emmurer sa femme. Avec lui apparaît l'esprit militariste moderne : le bâtisseur se héroïquement tout le sang des autres, comme de juste !

A Vinnebourg (Eifel), à Magdebourg, l'architecte sacrifie généreusement des filles et des enfants de sa famille. Des exemples de ces « Iphigénies » sont mentionnés à Pölde, Visegrad (les deux sœurs Sloja et Ostoj), Mostar (un jeune ménage). Des fouilles récentes dans une cathédrale du Schleswig (1888), à l'hôtel de ville de Glarus (1866), dans l'ancien château féodal de Bayonville (mon village natal) quelques années avant la guerre, ont permis d'exhumer les squelettes d'enfants et d'adultes qui avaient dû verser leur sang pour assurer la solidité de la bâtisse.

De très bonne heure l'enfant devient la victime de prédilection. Son mutisme était hautement prisé. Quand le gosse flairait un piège, l'habile bâtisseur savait l'attirer, avec des bonbons ou des jouets, et le faire tomber vivant dans la trappe où on l'emmurait ensuite. Son âme, étant pure, faisait mieux l'affaire du Diable !

En 1615, à Oldenbourg, un enfant allait être ainsi sacrifié, sans l'intervention du duc E. Günther qui punit la mère ayant troqué le sang de son fils contre de l'argent. Semblables abominations perdurent à Jever, Budjadin-gen (1685), en Frise (1717), dans l'église de Ganderkesse, de Blexon, de Sander (Oldenbourg), à Celle, à Magdebourg, à Erishburg, etc. En 1850, Lord Leigh fut accusé d'avoir emmuré une « obnoxious person » dans le pont de Stoneleigh ! La cathédrale de Strasbourg, le pont Elisabeth à Halle (1841), la ligne de chemin de fer dans le Goetschal (Reichenbach) furent « consolidés » par le traditionnel bain de sang !

Les bons chrétiens obéissent avec leur habituelle servilité à la coutume païenne : le grand et immortel Saint-Colomban, gloire de la très pieuse et très catholique Irlande, fit emmurer Saint-Oran dans le monastère qu'il construisait pour « gagner l'amitié des génies de la terre » !

Des légendes, jaillies de la conscience populaire, peignent les églises, les couvents, les ponts, les digues, les cha-

teaux, les édifices publics, ruisselants de sang ou de lait (on laissait parfois la mère allaiter quelques jours encore l'enfant sacrifié). Alors, on préféra des esclaves, des prisonniers, des ennemis, voire des volontaires illuminés. La barbarie avait honte d'elle.

Puis, les animaux apparurent : chevaux (églises de Copenhague), chiens, coqs. Cette substitution est excellentement traduite dans un dicton de circonstance de Chemnitz : « Tu veux l'homme ? Prends le coq ! La femme ? Voici la truie ! Moi ? Prends la chèvre ! Mes enfants ? Je te donne toutes mes poules ! »

Enfin le sacrifice des animaux disparut lui-même et des us et coutumes symboliques rappelleront l'ancien bain de sang auparavant jugé indispensable pour toute création ayant un intérêt social. L'histoire des corporations nordiques, germaniques, slaves, étrusques, latines, etc., est pleine de cérémonies étranges évoquant les sacrifices sanglants à la collectivité. L'Asie regorge d'exemples. Le professeur Schirmer précise et souligne : « Il s'agissait toujours d'établissements pour le service de la communauté. »

On pourrait croire que cette barbarie païenne a totalement disparu ? Lors de la construction du port de Calcutta, on parla encore de sacrifier cent jeunes filles ! Et nos chouettes clouées aux portes des granges paysannes ?

Mais nous avons mieux, n'est-ce pas ? Ici, je laisse la parole au professeur Dr. Schirmer :

« N'avons-nous pas souvent entendu dans les discours patriotiques que l'Empire allemand avait été bâti par le fer et par le sang ? Si ce n'est pas un vain mot — et les faits prouvent que non — voilà donc l'idée du sacrifice qui se révèle inconsciemment dans ces propos ».

Voulons-nous à présent l'origine d'un grand éducateur français : Vespier, dont nos livres de « lectures morales » reproduisent tant de pages patriotiques ?

« La Patrie comprend tout l'idée du sol natal, patrimoine commun, héritage glorieux, acquis au prix de mille dangers, fécondé au prix de sueurs infinies, maintes fois arrosé du sang de ses avides envahisseurs et consacré par le sang de ses héroïques défenseurs. » (L'Education, Bibliothèque d'Education, éd. Paris.)

Comme jadis, comme toujours : *Le Sang ! Le Sang ! Le Sang !* Le sang dégoûté de tous les discours d'après-guerre ! Un instant on put croire que la barbarie avait enfin honte d'elle. Hélas ! Il faut avoir connu l'impitoyable et l'orgueil du jeune époux, au soir nuptial, pour savoir quelle *Schadenfreude* tressaille et vibre aux tréfonds du cœur humain ! Combien croient alors que, sans le sang attendu, la famille ne pourrait vivre dans l'harmonie et la prospérité !

Loin d'en rougir, le christianisme s'est associé intimement aux traditions païennes exigeant le sang comme ciment des communautés : Famille, Patrie...

Et nous appelons ça : La Civilisation ! Les nègres et les peaux-rouges doivent s'amuser quand ils parlent de nous ! Quand ils auront des écoles, gare à nos vertus, joieries !

GABRIEL COBRON.

## UN NUMERO SPECIAL CONTRE LA GUERRE

Notre prochain numéro, qui paraîtra le 22 juillet, contiendra une affiche intérieure et un manifeste précisant la position de l'Union anarchiste sur le Congrès bolcheviste de Genève et contre la guerre.

Il sera laissé pour la diffusion à 20 fr. le cent. Que tous nos amis fassent leurs commandes.

## FÉDÉRATION PARISIENNE

Jeu 14 et Dimanche 17 Juillet

## GRANDE

## FÊTE CHAMPÊTRE

au lac de Saint-Cucufa

CONCERT - BAL CHAMPÊTRE - JEUX DIVERS - TOMBOLA

Allocutions par Pierre Lemeillour et Odéon

COMMUNICATIONS : Tram n° 58 et 58 barré à la Porte Maillot ; descendre à la Malmaison.

DES FLECHES INDIQUERONT LE CHEMIN.

Apporter les provisions et maillots de bains. Une voiture fera, en cas de nécessité, le ravitaillement.

Les camarades fervents du camping pourront passer les 4 jours sur les lieux.

NOTA. — C'est par erreur la semaine dernière que nous avons annoncé de prendre le train à la gare Saint-Lazare. Prendre le tramway à la Porte Maillot, 2 fr. 25 aller et retour.

## COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE

Pour l'amnistie totale

## GRAND MEETING

Le Vendredi 8 Juillet, à 20 h. 30

SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES, rue Danton, Paris

où les orateurs suivants prendront la parole :

Sébastien FAURE  
du Comité d'amnistie

Maurice JUNKER  
Avocat du C. D. S.

BESNARD  
du C. D. S.

Marcel DEAT  
député de la Seine

LE PEN  
du C. D. S.

Aurèle PATORNI  
Homme de Lettres

Suzanne LEVY  
Avocat du C. D. S.

PAUL-LOUIS  
directeur de « L'Unité »  
homme de lettres

LEMEILLOUR  
de l'Union anarchiste

CAILLAUD  
de la Ligue  
des Droits de l'Homme

Petrus FAURE  
député de la Loire

GUIRAUD  
de l'U. D. des syndicats confédérés  
de la Seine







# À TRAVERS LE MONDE

## La situation en Allemagne

LÉTRE POUR NOS CAMARADES  
DU « LIBERTAIRE »

La situation dans laquelle nous nous trouvons est grave, très grave, mais ne manque pas de côtés que nous ne pouvons pas ne pas noter. Il est vrai que ce n'est pas la première fois, depuis l'avènement de notre chère République, que nous assistons à des spectacles analogues ; pourtant, depuis le changement de décor politique, qui a été une surprise pour nombre de gens, la situation est plus tendue que jamais.

En tous cas, l'Allemagne peut réclamer pour soi l'épithète — ou faut-il dire l'épithète ? — d'être devenu le pays où les choses les plus impossibles sont dorénavant possibles. Un petit exemple : en 1925, Hindenburg fut élu président par les voix de la droite, mais il laissa gouverner la gauche et le centre. En 1932, il fut réélu par les gauches, mais cette fois il joua le pouvoir dans les mains de la droite. C'est une folie méthodique, mais c'est plus méthodique que tout ce que nous avons été préparé de longue main. Il n'y a pas de démocrates qui n'ont pas voulu voir.

Le chef du nouveau gouvernement est un homme moins renommé que mal famé, un aristocrate clérical, von Papen, dont on se souvient à cause des actes de sabotage qu'il a organisés en Amérique pendant la guerre. Ses conseils sont presque tous sages, barons ou comtes. D'après les notions hindenburgiennes, un vrai gouvernement « populaire ». Son programme, ou semblant de programme, est très confus, mais ne cache absolument pas les intentions réactionnaires. La classe ouvrière ne doit s'attendre à rien de bon. Il est vrai qu'on a promis d'atténuer les atteintes portées par le gouvernement précédent à la liberté de réunion et de presse, mais à condition, bien entendu, que les gardes hitlériennes (Sturm-Abteilung-S. A.) soient légalisées. Le gouvernement recherche la sympathie de ceux qui sont toujours prêts à marcher contre la classe ouvrière.

Pour les ouvriers allemands, voilà une période de réaction qui commence et dont l'effet à l'intérieur du pays ainsi qu'à l'extérieur ne peut être que pressenti, non calculé. La masse des 6 millions de sans-travail vit dans des conditions inouïes, ne peuvent décrire quelques mots. Ici, les moyens de vivre ont atteint un minimum inconnu dans tout autre pays. Le nombre tout aussi grand de ceux qui ne travaillent que trois ou quatre jours par semaine a vu également augmenter sa misère, et le reste des travailleurs est pillé de la façon la plus effrénée par les impôts grandissants de mois en mois qu'on retient des salaires déjà extrêmement réduits.

Cette situation, créée et assurée par la politique de Brüning, empire encore par les manipulations des nouveaux gouvernements. La classe ouvrière allemande ne garde et ne laisse faire toutes ces choses avec une patience, un calme dignes d'une intelligence. Les socialistes, dont l'impopularité est si grande, ne peuvent plus persuader de voter la politique de Brüning pendant deux années, nomment leur façon d'agir, ou plutôt de ne pas agir, la politique du moindre mal. Elle est inspirée par la frousse devant les national-socialistes.

Les communistes — dont le crédit est sensiblement plus petit — sont adversaires acharnés de la politique socialdémocrate, sans toutefois montrer un grand chemin, si bien que leur propagande antisocialiste finit bien souvent par faire des prosélytes aux nazis. La controverse entre les deux partis marxistes se fait dans des formes qui dégoutent ou corrompent les ouvriers, qui créent en eux le doute au fond de leur âme.

Les gens parlent aujourd'hui, ou la devient toujours plus menaçante, d'un front unique, ils ont conscience que la réalisation n'est pas encore là. Le front unique que nous désirons ne pourra venir, si jamais la réaction balayée, doit se faire par la main des gouvernants des partis, la condition pour une unité durable est d'atteindre son but.

Les marxistes furent à peu près les seuls à formuler cette opinion et à la propager parmi les ouvriers. Malheureusement, la presse anarchiste n'est pas assez répandue pour atteindre de plus grandes masses de travailleurs. Le seul organe anarchiste proprement dit en Allemagne, « Der freie Arbeiter » (Le libre ouvrier), s'efforce bien de dire les vérités anarchistes, mais reste presque impuissant contre l'influence écrasante de la grande presse quotidienne.

Malgré cela — ou plutôt pour cette cause — les anarchistes Allemands, groupés dans la « Fédération Anarchiste », travaillent avec effort et dévouement à l'expansion de leur presse. Malgré la misère et la réaction, certains succès assez remarquables purent être obtenus.

chargeant de cette commission un de ses confrères qui passait dans l'atelier. L'ordre sembla rétabli dans l'atelier (à part nous deux qui bien que persuadés d'avoir manqué notre but, restions inébranlables dans notre refus de travail et dans notre solidarité avec la victime).

On vint nous appeler, un à la fois, et l'on nous mit au cachot. Le jour suivant nous comparâmes l'un après l'autre et nous devions répondre d'une tentative de mutinerie, alors qu'il ne s'agissait que d'une réclamation justifiée.

Je fus puni de cellule jusqu'à nouvel ordre. Dugé à 30 jours. Rebelle jusqu'au bout des ongles, il protesta encore plus haut : de 60 on lui augmenta encore de 30, c'est-à-dire, qu'il quitta l'audience avec une punition de 90 jours.

Je demandais la même punition : on me la refusa en m'enlevant brutalement de la salle. Jusqu'à nouvel ordre, j'étais à la disposition du directeur. Une enquête fut faite et elle justifia le mobile de notre acte. Justice fut rendue au détenu l'atrac, la victime. Mon intransigence et ma loyauté envers Dugé me valurent 45 jours de cellule et autant d'isolement, car on voulait me faire sortir, mais seul.

Le fait est que j'en sortis dans un bien triste état. Mon cousin Henri, qui vint me voir à cette époque en fut tellement impressionné qu'il en alarma toute mesure mes camarades et mes défenseurs. J'étais en outre découragé, démoralisé par tant de haine, d'apathie, de lâcheté de la part de mes compagnons de misère.

### Sursum corda...

Tout cela me plongea dans de profondes réflexions. Il fallait être tout dépendant, il fallait en sortir de cette situation équivoque ou se jeter avec plus d'acharnement dans la lutte, ne fût-ce que pour se faire assassiner complètement et vite, ou vivre coûte que coûte pour attendre des jours plus favorables. Je voulais vivre, mais j'ai souffert. Voyant qu'on ne pouvait plus rien faire d'utile devant le mal je fermais les yeux : il fallait souffrir et se taire.

Cela me permit de m'occuper un peu de moi. Désirant correspondre avec mon défenseur pour savoir s'il fallait se résigner à faire ma peine jusqu'au dernier jour, j'ai dû avoir recours à une grève de la faim et prétexter une demande de révisation, tout ce qu'il fallait tenir c'était un recours en grâce, m'assurant que, intervenant alors énergiquement, et en faisant intervenir auprès du ministre, il y aurait eu des chances d'aboutir.

Seule une classe ouvrière imbue des idées anarchistes sera à même de surmonter les forces de la réaction sous toutes ses formes.

MATISZIG.

Berlin, juin 1932.

## Dans l'enfer fasciste

LES ATROCITÉS DU TRIBUNAL  
SPECIAL DENONCÉES  
PAR LE PROFESSEUR LEO MOULIN

Le dernier numéro de « La Liberté », organe de la Concentration antifasciste italienne, publie une entrevue avec le professeur Léo Moulin, qui vient d'être gracié, par l'intervention du gouvernement belge, après avoir été condamné par le Tribunal Spécial fasciste sous l'accusation de s'être mis en rapport avec des antifascistes au cours d'un voyage en Italie.

Dans cette conversation, le professeur Moulin explique de quelle façon la « justice » est exercée en régime fasciste :

— J'ai pu me rendre compte des méthodes arbitraires, trompeuses par lesquelles le fascisme organise les procès contre ses adversaires et en donne connaissance au public. La procédure du Tribunal Spécial est celle d'un tribunal militaire en temps de guerre. Mais, même à cet égard, je peux dire que les tribunaux de guerre allemands, pendant l'occupation de la Belgique, étaient moins sévères que le Tribunal Spécial pour la défense de l'Italie. L'instruction est secrète. Le défenseur ne connaît rien du procès jusqu'à quelques heures avant les débats. Et le défenseur même est un instrument docile dans les mains des juges. Il est choisi dans une liste d'avocats qui peuvent, seuls, défendre devant le Tribunal Spécial. Et il accepte tous les rôles, même les plus troubles, qu'on lui confie : pressions, menaces, chantages ; et parfois l'inculpé est accusé au désespoir, car il voit se dresser contre lui un instrument qui devrait avoir la tâche de le défendre.

Mon cas personnel ne peut pas servir tout à fait d'exemple, pour comprendre ce que c'est que la « justice » fasciste. J'étais un étranger. J'avais derrière moi un mouvement d'opinion publique et les représentants de mon gouvernement vigilaient sur moi. Alors on m'a épargné certaines violences qui sont habituelles pour les fascistes italiens. La torture est la méthode courante pendant la période d'instruction ; les abus les plus atroces sont commis sur les inculpés pour qu'ils avouent les prévenus complots. Naturellement, les déclarations tirées de la bouche des accusés de cette façon ne peuvent avoir aucune valeur pour des hommes libres ; elles contiennent tout ce, et seulement, que le fascisme veut faire apparaître pour son public et pour ses buts politiques.

Le procès est une déformation profonde de la vérité. Je vois maintenant les comptes rendus officiels qui m'attribuent des déclarations que je n'ai jamais faites. A mon procès on m'a empêché de parler en français — étant donné que je connaissais l'italien — afin que les correspondants des journaux étrangers qui étaient à l'audience ne comprennent rien aux débats.

En conclusion, devant le Tribunal Spécial, on ne donne pas un jugement, on fait une exécution sommaire.

### DE NOUVELLES VAGUES DE TERREUR EN ITALIE

A l'occasion des procès de Rome, le fascisme a déclenché une nouvelle vague de terreur : ce qui a été un des buts de cette monstrueuse machination policière et judiciaire. A Rome, à Milan, à Gènes, à Turin, à Plaisance et ailleurs, la police a procédé à de nombreuses perquisitions et arrestations. Parmi les arrêtés, plusieurs ont été déferés au Tribunal Spécial, entre autres, les docteurs Minoia, Ranza et Brussa, tous de Plaisance.

A Rome, l'ingénieur Cesare Ferri, pour se soustraire aux persécutions policières, s'est empoisonné avec toute sa famille. Il avait dirigé une organisation agricole et industrielle, très importante : les « Fondi rustici » qui maintenant est accusée à la faillite.

### L'IMPERIALISME FASCISTE

La presse fasciste proclame de ces jours le pacifisme mussolinien, tandis qu'elle se rapproche à la France — ainsi que la « Gioventù Fascista » l'a écrit — « l'idée fixe de l'hégémonie, non seulement en Europe, mais hors d'Europe, au moyen de l'argent et des canons » ; ce qui fait « la France après la guerre beaucoup plus dangereuse que l'Allemagne d'avant-guerre ». Car l'Allemagne de 1914 voulait déchainer la guerre, la France de 1932 veut non seulement porter atteinte à la paix, mais affamer les peuples.

Mais quel est-il le pacifisme fasciste ? Il suffit de lire, pour en juger, ce qu'un des porte-paroles de Mussolini, le député Colaschi, a déclaré dans un discours qu'il a prononcé à Côme et dont le journal « La Volontà d'Italia », organe de l'association fascistes des volontaires de la guerre, reproduit le texte.

Après avoir dit que l'Italie « est maintenant une seule armée » et « qu'il faut se vouer à la préparation systématique, à l'organisation minutieuse qui sera l'aboutissement d'une victoire que l'on aura obtenue », M. Colaschi a exposé le programme impérialiste du régime fasciste dans les termes suivants :

« Nous ne croyons pas que les Alpes dalmates soient le mur final de notre histoire. Quand nous aurons atteint cette limite, tout sera à recommencer. Le début de la nouvelle histoire d'Italie part de la supposition préalable que la question adriatique soit close. Elle devait être terminée avant la guerre. Elle ne l'a été pas par la bêtise des dirigeants, par l'ingratitude des alliés, et par quelques erreurs de notre part. Il faut remédier à ces erreurs, les réparer, solder le compte de la guerre, apaiser les morts du Carso et de la Piave. Et lorsque ces erreurs seront corrigées, lorsque le but qui pouvait déjà être acquis sera atteint, il faudra continuer. C'est alors seulement qu'on pourra poursuivre la vraie marche L'Adriatique ne sera jamais pour nous un point d'arrivée, mais un point de départ. »

Point de départ pour où ? Pour l'empire, au nom de cet « impérialisme que nous concevons comme la grande force humaine civile, nous ne pouvons pas nous arrêter à Rome », et pour lequel la Providence a donné à l'Italie le Duce, l'Empire parce que l'Italie nouvelle a le cœur pour tout, la foi pour tout, parce qu'elle a l'œil capable de regarder au loin par les routes innombrables de la boue, l'Empire et Duce », conclut-il. Empire et Duce.

Le véritable visage du fascisme est celui-ci. Le « pacifisme » étalé à l'occasion des conférences internationales, pour des préoccupations financières, n'est qu'un masque.

## Brésil

Le camarade Erich Mühsam nous envoie la description suivante sur les poursuites épouvantables que les boulangers brésiliens à São Paulo. Les choses décrites concordent presque avec les informations. Le syndicat des boulangers de São Paulo est une organisation ouvrière révolutionnaire fédéraliste libertaire, le sort de ses membres intéresse tout le prolétariat international.

Une injustice contre un est une menace contre tous.

### MONSTRUOSITES CAPITALISTES AU BRÉSIL

Le camarade E. Mühsam nous écrit : « J'ai reçu un rapport de source absolument sûre et bien informée sur des événements monstrueux au Brésil, et qui nécessitent l'intervention de tout le prolétariat européen. »

En mai dernier, les ouvriers boulangers de São Paulo, au Brésil, déclarèrent la grève pour des raisons politiques. Les dimensions du mouvement et la décision des grévistes incita les patrons, inquiets non du ravitaillement de la ville, mais de leurs profits, à réclamer l'aide de la police contre les grévistes, aide qui leur fut largement accordée. La police intervint à São Paulo et à l'intérieur de l'Etat, à Lins et Sorocaba, où les ouvriers agricoles avaient déclaré une grève de solidarité, employant les moyens de terreur le plus brutale, armés les agitateurs, multiplia les « patrouilles d'autos » ; les policiers maltraitèrent, tirèrent des coups de feu, frappèrent à coups de sabre, et, finalement, le syndicat des boulangers fut dissous. Les locaux où se trouvait le Comité de grève furent attaqués par l'armée et la police, et des gaz asphyxiants furent même employés. Le nombre d'ouvriers arrêtés à cette occasion — on ne donne pas le nombre de morts et de blessés — est estimé à 250. Il faut faire remarquer ici que la répression contre les mouvements de grève est accompagnée d'arrestations en masses dont le nombre ne peut être fixé, ne pouvant contrôler combien sont morts entre temps et ont expiré en prison par suite des mauvais traitements.

Ce que la police brésilienne a osé depuis contre les boulangers de São Paulo, dépasse tout ce qui fut jusqu'à présent « Le Deutsche Zeitung », de São Paulo, organe réactionnaire, écrit :

« Autant qu'elle a pu s'emparer d'eux, la police se montre impitoyable contre les principaux responsables des troubles et des actes de violence pendant la grève à São Paulo, Rio, Juiz de Fora, Bahia, Horizonte. Comme nous l'avons déjà mentionné, un transport de prisonniers dont la culpabilité ou des actions communistes

purent être prouvées. Ils furent chargés sur le navire Dorat, à la colonie pénitentiaire de Dois Rios et de là, à Fernando Noronha et Trindade. Un second transport de 30 personnes à bord du navire Itajuba fut également conduit à Fernando Noronha, et un troisième transport est en préparation et doit partir incessamment, emmenant quelques centaines de prisonniers, à destination d'une de ces deux îles. On estime à plus de 600 le nombre des déportés. »

Dans les cris d'appel qui nous parviennent du Brésil au sujet de ces faits, quelques commentaires importants sont ajoutés. Fernando Noronha est située au sud de l'équateur, le climat y est le même qu'à Cayenne. Les travailleurs jetés dans cet enfer ne le sont pas en base d'un jugement, mais uniquement administrativement, et la déportation est liée aux travaux forcés. Ils doivent rester dans l'île aussi longtemps que l'exige le bon plaisir de la police, et que cette dernière transmette les actes d'accusation aux juges. Mais cela ne se produit jamais, et il n'a jamais été ou dit d'un procès qui ait été intenté contre des communistes ou des anarchistes parce qu'ils étaient communistes ou anarchistes ! Dans la Russie tsariste, les exils étaient encore limités ; au Brésil, on exile sans fixer de durée. C'est selon le bon plaisir de la clique qui se nomme gouvernement que les déportés de Fernando Noronha, qui n'ont commis d'autre crime que d'être prolétaires, doivent mourir lentement ou être rapatriés. Et la première éventualité est la plus vraisemblable !

Le désespoir des déportés réside dans le fait qu'ils sont Brésiliens, seulement Brésiliens. Les révolutionnaires étrangers sont expulsés, car au cas contraire, on craindrait des complications internationales. Ce qu'il faut retenir avant tout, c'est que ces travailleurs déportés sont la police, et ce à perpétuité, et qu'il ne s'agit pas de condamnation, pas même de condamnation policière, mais la police les maintient en réalité pour le reste de leurs jours en prévention et sous un régime de travaux forcés sous un climat infernal.

Pour ce qui est du nombre de 600 de déportés en prévention, qui doivent rester jusqu'à l'épuisement et la mort sous la fièvre et les tortures, il est loin d'être excessif de la réalité, si l'on songe que, seulement au cours d'une attaque d'un syndicat, en dehors des morts et des blessés, il fut fait 250 prisonniers, mais que la classe ouvrière de São Paulo et de nombreux autres endroits a participé à la résistance contre la terreur étatisée.

Et faisons finalement remarquer qu'un décret de novembre 1930, signé par le « Interim Federal » de l'époque, Joas Alberto Bins de Barros, permit expressément l'activité communiste dans l'Etat de São Paulo, et que ce décret est jusqu'à présent toujours en vigueur. Or, le prétexte pour les arrestations en masses et les déportations est uniquement que les grévistes ont fait usage de ce droit.

En face de ce crime épouvantable, perpétré par les autorités brésiliennes dans l'intérêt des affameurs brésiliens, il est nécessaire d'organiser des manifestations de protestations et de solidarité du prolétariat mondial. Il faut que l'on entende à São Paulo que la classe prolétarienne sait ce que subissent les frères de classe du Brésil. De plus, il est nécessaire que la classe ouvrière internationale fasse l'indispensable pour fournir aux prolétaires brésiliens, dont la misère ne peut se lire ni écrire et est livrée sans défense au monstre de l'ordre, des défenseurs éclairés et des juristes compétents, pour sauver d'un sort épouvantable des centaines de frères de classe qui sont voués à une lente agonie sur des îles désertes, parce qu'ils se sont défendus au moyen de la lutte de classes prolétarienne contre l'exploitation insupportable des patrons. Leur vie doit être anéantie parce qu'ils voulaient vivre dignement.

Les déportés de Fernando Noronha ont le droit de la solidarité du prolétariat mondial ! C'est le devoir de toutes les organisations prolétariennes de les aider. Il faut agir vite et profondément !

## En Espagne

### La réforme agraire

La réforme agraire, exaltée par un cortège de domesticques du gouvernement en fonctions de journalistes, comme si réellement il s'agissait d'une création géniale, n'est pas, quoi qu'on en dise, le résultat d'une étude sérieuse, attentive et à fond de la situation de la terre, tel qu'il s'offre en Espagne aux regards de l'observateur consciencieux.

S'inspirant des conclusions de l'Economie politique, fausses, archaïques, contradictoires, dignes du temps où la sociologie n'avait pas encore sorti de l'état simple d'un aveuglement à l'égard de la base des vérités scientifiques, les érudits érotrés de cause à effet entre les multiples et changeants phénomènes de la

vie sociale, elle ne tient compte pour rien des exigences de l'économie moderne, ni de l'influence parfois décisive que le maintien de certains anachronismes, déjà condamnés sans appel, exerce sur les dits phénomènes.

Il ne s'agit pas d'une réforme proprement dite, mais de la simulation grossière d'une réforme. Elle répond seulement à la défense des intérêts politiques de l'Etat et des intérêts économiques de la sacro-sainte propriété, c'est-à-dire de ceux qui possèdent et de ceux qui commandent et ferme les yeux aux droits et aux besoins de la collectivité qui ne possède rien et qui est soumise à obéissance servile.

### EN PLEIN FÉODALISME

La distribution de la propriété territoriale en Espagne s'ajoute aux normes du féodalisme aristocratique, qui vit et domine de nos jours sous une autre dénomination. Les latifundistes se chiffrent par des milliers. Sont nombreux ceux qui possèdent plus de 40.000 hectares de terre. Naturellement, cette terre dans leurs mains reste, dans la plupart des cas, absolument inculte.

Voici quelques exemples. Dans la province de Salamanque, il y a 96 propriétés de plus de 1.000 hectares, 1.000 de plus de 2.500 et 405 de plus de 5.000. Dans celle de Cadix, 188 de plus de 1.000, 161 de plus de 2.500 et 76 de plus de 5.000. Dans celle d'Albacete, 265 de plus de 1.000, 160 de plus de 2.500 et 16 de plus de 5.000. Dans celle d'Albacete, 265 de plus de 1.000, 160 de plus de 2.500 et 59 de plus de 5.000.

D'autre part, il y a des provinces, comme Cordoue, comme Jaén, qui ont des extensions de 7 et 9.000 hectares respectivement, destinées à la chasse et à l'élevage de bétail.

Voici maintenant quelques données, mettant en relief à quel résultat aboutit ce système :

Provinces	Hect. cult.	Hect. incult.
Ciudad Real ....	894.000	1.022.000
Granada .....	588.000	664.000
Valence .....	112.000	327.000
Huelva .....	162.000	322.000
Malaga .....	414.000	334.000
Albacete .....	714.000	728.000
Almería .....	256.000	273.000
Badajoz .....	750.000	893.000
Cordoue .....	386.000	614.000
Séville .....	490.000	545.000
Jaén .....	600.000	662.000
	5.370.000	6.294.800

Seulement, sur 11 provinces, 6.294.800 hectares sont abandonnés, avec un total de 924.800 hectares en plus sur la totalité des cultures. Il ne s'agit pas des inventions des ennemis du système capitaliste et de la propriété. Ces données sont extraites d'un rapport de la Direction des Propriétés elle-même.

C'est ainsi que sur 50.000.000 d'hectares de terre de labour qu'il y a en Espagne, seulement 20.000.000 sont mises à profit.

### LA PETITE PROPRIÉTÉ

La petite propriété n'existe qu'en proportion infime. Et c'est tant mieux. Cela constitue un bien incalculable, mais que augmente les facilités pour la prochaine réalisation des buts vers lesquels marche le prolétariat. Ici la révolution ne se heurte pas à une Vendée. L'ennemi, aveuglé par l'avarice, est dominé, et lue, à surmonté à l'avance cet obstacle.

Le nombre des paysans est de 5 millions environ et seulement 284.000 ont un tout petit morceau de terre que, dans la plupart des cas, ne suffit pas à les sauver de la misère.

Malgré que les latifonds auraient dû être expropriés sans indemnité, les gouvernements actuels l'avaient promis mille fois avant la proclamation de leur République, puisque son abandon et sa complète improductivité, qui dure de plusieurs siècles, sont comme un coup de poignard au cœur de l'économie du pays. Les révolutionnaires d'hier n'ont rien osé contre cette honte, contre l'omnipotence du féodalisme moderne.

### LE PREMIER PROJET

D'abord, les socialistes, voulant sans doute faire honneur à leur doctrine, ou peut-être désireux d'étouffer, moyennant une réforme hardie, l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole et, en rent l'idée d'expropriation en grande échelle et céder aux organisations paysannes les terres expropriées, mais bientôt s'aperçurent que cela ne pouvait leur convenir, puisque le résultat en serait négatif.

Dans la plupart des pays, une réforme ayant ce caractère audacieux, et qui eut une portée profondément conservatrice. En Espagne aussi, si elle avait eu lieu il y a quelques années. Mais pas aujourd'hui. Il est trop tard. Nombre de paysans, même les propagandistes anarchistes, ont l'habitude de ne pas être touchés par ce qu'ils ont accordé UNE PARTIE aux travailleurs, c'est parce qu'il craint qu'ils prennent de force LE TOUT.

C'est pour cela qu'en Espagne cette réforme nous aurait amené tout droit à un essai de vie communiste. Et étant donnée

les tendances prédominantes dans les principaux nouveaux de travailleurs de la terre, et l'ascendant qui ont dans toutes les zones agricoles les éléments de la C.N.T., en rapport continu avec les paysans, cet essai de vie communiste aurait été libérateur.

### LA PARCELATION

Les socialistes s'en rendent compte et renoncèrent immédiatement au premier projet, puisque l'U.G.T., aussi bien par son infériorité numérique que par son manque de prestige et de rayonnement, ne pouvait rien faire pour dévier le courant, établi par la prépondérance de l'esprit anarchiste de la C.N.T. à la campagne et firent marche arrière pour adopter la parcellation.

L'attitude des paysans en ce moment prouve ce qu'ils en pensent.

L'espoir de devenir des petits propriétaires ne les a pas plongés dans un conformisme négatif. La grande presse au service du gouvernement a prodigué toutes les formes d'alcool intellectuel pour les griser. Peine perdue. Au moment où l'Etat a à peine commencé l'exécution de la réforme destinée, d'après les journaux, à faire le bonheur des travailleurs de la terre, a voulu s'entretenir dans les questions à résoudre exclusivement entre ceux qui travaillent et ceux qu'exploitent le travail d'autrui, les paysans d'une grande partie d'Andalousie ont répondu par la grève générale.

A leurs yeux, les réformes ne valent plus rien. Ils affirment qu'il faut marcher tout droit à la transformation sociale et que ce n'est que la classe ouvrière qui puisse l'accomplir au bénéfice de tous...

## LA VOIX DE PROVINCE

### Saint-Etienne

UN APPEL DU COMITÉ DE DÉFENSE  
DE JEAN MARIUS  
Camarade,

En février 1927, sur appel des 3 syndicats des instituteurs : confédéré, autonome, unitaire, vous aviez donné votre adhésion à la manifestation imposante qui se déroula à Saint-Etienne contre René Benjamin.

Au cours de cette manifestation, le frère du maire de Rochetaillée fut tué et jusqu'à ce jour personne n'a pu trouver trace du meurtrier.

Mais voici que la « Tribune » du 28 mai annonçait qu'un nommé Jean Marius, militant anarchiste bien connu aurait fait des aveux, affirmant à faux que ce camarade aurait été l'objet d'une condamnation pour exhibitions ignobles, et qu'il était souteneur.

Or, ces affirmations sont complètement fausses ; Jean Marius, nous en avons la preuve, n'a jamais avoué avoir tiré sur Doron.

Jean Marius n'a jamais été condamné pour exhibition honteuse mais simplement pour distribution de tracts contenant des extraits d'écrits d'auteurs communistes, tels que Victor Marguerite et ce fut la Bourse du Travail de Saint-Etienne qui le défendit alors avec l'appui et le concours du Comité de Défense Sociale.

Jean Marius n'a jamais été souteneur, mais a toujours vécu des fruits de son travail.

Jean Marius est un militant honnête et désintéressé.

Arrêté sur dénonciation anonyme, n'ayant rien avoué et pour cause, sa presse, nous devons protester de toutes nos forces, Jean Marius doit être libéré et lavé des accusations fausses lancées contre lui.

Dès maintenant nous devons le soutenir moralement et matériellement. Nous devons organiser sa défense.

Toutes les organisations d'avant-garde auront à cœur de se joindre à nous. Pour la Ligue Syndicaliste : Thévenaz et S. Weil ;

Pour le Syndicat confédéré des instituteurs : Mouillaud ;

Pour le Syndicat unitaire des Mineurs : Arnaud ;

Pour le Syndicat des Polisseurs C.G.T.S.R. : Poinard ;

Pour la section syndicale intercorporative C.G.T.S.R. : Montchalin ;

Pour le Syndicat autonome des Teinturiers et similaires : Méallier Pierre ;

Pour la Libre pensée : Giraud Gabriel ;

Pour la Jeunesse Syndicaliste : Morel Marcel ;

Pour le Groupe Libertaire : Garnier ;

Pour l'Union locale C.G.T.S.R. : Seigne.

P.S. — Une permanence du Comité se tiendra à la disposition des camarades et des organisations qui veulent participer à la solidarité pour Jean Marius, les mardi, jeudi et samedi, de 6 heures à 7 heures du soir, et dimanches de 10 heures à 11 heures, salle 86, deuxième étage, Bourse du Travail.

(Suite en quatrième page)

douloureux, un épisode tragique dans la liste interminable des victimes du fascisme.

... Chaque fois que nous avons parlé de fascisme on nous a répondu : bolchevisme. Ah ! si j'étais Benito Mussolini, on nous aurait donné le droit de me présenter à découvert, en fier condottiero et de ne pas m'abriter derrière la grande dépouille de Léonine. Le gouvernement fasciste, le régime fasciste, le parti fasciste ont-ils tellement peur de la lumière d'un débat public, qu'ils ont besoin du gouvernement russe pour repousser ?

... Les fascistes sont passés partout, semant sur leur route la terreur, la haine (à la mort). Les femmes ont été bâtonnées ; plus tard, dans les rues de Turin, vingt-deux ouvriers ont été lâchement assassinés par les fascistes. Et non seulement je les vois, mais j'ai vu, dans ces maisons du peuple, de ces bibliothèques, de ces écoles où s'affirmait l'effort de construction pratique et technique de la classe ouvrière italienne ; mais j'ai vu, dans leur église, jusque dans leur sacristie, jusque dans leur église.

Ah ! si je voulais apporter ici je ne sais quelle énumération funèbre, je prolongerais ces débats pendant bien des jours. Je ne me sens pas le courage de dresser ce bilan du régime fasciste, parce que j'aurais à entreprendre, au bas des pages, de trop longues additions de meurtres et à inscrire, au haut des colonnes, de trop lourds reports d'assassins !

Ils ont passé partout animés par l'homme qui les hypnotise de sa volonté de crime, poussés en tout lieu par les ordres du Duce, dont voici la profession de foi : « Nous passerons la nuit à cultiver le décompte de la déesse Liberté. Nous plétiennons la Démocratie, nous abolissons cet abominable esprit étranger (l'esprit de 89 et l'esprit de 93), pour réaliser la dictature fasciste. »

Qu'est-ce donc ce Mussolini ? En réalité, s'il fallait définir Mussolini ce n'est pas Carnaval, ce n'est pas Polichinelle qui est devenu César, mais c'est Tibère qui a commencé par être Catilina.

En face du tyran, voici le courageux jeune homme qui se révolte au nom de la liberté de tout un



